

Jean-Maurice MAJOU AUDIT

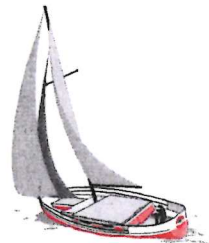
Société de Commissariat aux Comptes
inscrite à la Compagnie des Commissaires
aux Comptes de Rennes

4, rue du Coëdo
56550 LOCOAL-MENDON
Tél. : 02 97 24 52 12

Port. : 06 08 41 46 54
06 87 68 30 73

Fax : 02 97 24 52 67

E-mail : jean-maurice.majou@wanadoo.fr



ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES DE BRETAGNE

Rapport du Commissaire aux Comptes

Sur les comptes annuels au 31 décembre 2025

24 avril 2026

Ce rapport contient 19 pages

ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES DE BRETAGNE

Siège social : Immeuble Le Colbert 31, place du Colombier - 35 000 RENNES

Rapport du Commissaire aux comptes
Sur les comptes annuels au 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES DE BRETAGNE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans l'annexe des comptes annuels concernant le changement de méthode comptable. En effet, l'association a appliqué, à compter du 1^{er} janvier 2025, les nouvelles

dispositions issues de la réforme MEF (Modernisation des Etats Financiers) relatives à la présentation de ses états financiers.

Cette application a conduit à des reclassements, notamment sur la quote-part de subventions et les transferts de charges. Les données ont été retraitées afin d'assurer leur comparabilité.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L 823-9 et R 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les fonds dédiés et les produits constatés d'avance.

Par ailleurs, nous avons vérifié que les modalités d'exécution prévues dans les différentes conventions avec les financeurs ont été respectées.

Comme mentionné ci-avant, la note de l'annexe expose le changement de méthode comptable survenu au cours de l'exercice relatif à la modernisation des états financiers. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou

résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés,

l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Locoal-Mendon,
Le 24 avril 2026

Pour la SAS Jean-Maurice MAJOU
AUDIT

Commissaire aux comptes



Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	1 464	1 464		
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus	113 221	72 787	40 434	33 256
	Autres immobilisations corporelles				
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
COMPTES DE REGULARISATION	Prêts				
	Autres immobilisations financières	9 793		9 793	9 793
	TOTAL (I)	124 477	74 251	50 226	43 048
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
COMPTES DE REGULARISATION	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	30 392		30 392	32 467
	Autres créances	160 232		160 232	91 837
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES				
		626 720		626 720	655 979
	Charges constatées d'avance	17 857		17 857	3 219
	TOTAL (II)	835 200		835 200	783 501
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
	Primes de remboursement des obligations (IV)				
COMPTES DE REGULARISATION	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à VI)	959 677	74 251	885 426	826 550
	(1) dont droit au bail				
	(2) dont à moins d'un an			9 793	9 793
	(3) dont à plus d'un an				
	ENGAGEMENTS RECUS				
	Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents				
	Dons en nature restant à vendre				
	- autorisés par l'organisme de tutelle				

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Bilan Passif

		31/12/2025	31/12/2024
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	283 452	250 236
	Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	92 062	33 216
	Total des fonds propres	375 513	283 452
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
Provisions	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées	37 200	37 200
	Total des autres fonds associatifs	37 200	37 200
	Total des fonds associatifs	412 713	320 652
Fonds dédiés	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	22 542	19 532
	Total des provisions	22 542	19 532
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement	43 447	12 755
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés	43 447	12 755
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	35 094	75 013
	Dettes fiscales et sociales	138 687	164 250
	DETTES DIVERSES		
TOTAL PASSIF	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	189 229	172 913
	Autres dettes		
	Produits constatés d'avance	43 714	61 435
	Total des dettes	406 724	473 610
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	885 426	826 550
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	92 061,57	33 215,99
	(1) Dont à moins d'un an	406 724	473 610
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		
	ENGAGEMENTS DONNES		

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Compte de Résultat

2/2

		31/12/2025	31/12/2024
Règlement ANC 2022-06			
RESULTAT D'EXPLOITATION		92 726	82 626
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	2 346	2 639
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Produits des immobilisations financières cédées		
Total des produits financiers		2 346	2 639
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		2 346	2 639
RESULTAT COURANT avant impôts		95 072	85 265
Produits exceptionnels			
Charges exceptionnelles		3 010	52 049
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(3 010)	(52 049)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 090 428	1 195 152
TOTAL DES CHARGES		998 367	1 161 936
EXCEDENT ou DEFICIT		92 062	33 216
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025	31/12/2024
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	321 680	
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	748 199	968 560
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		147 401
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	4 593	73 889
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	13 611	2 662
	Total des produits d'exploitation	1 088 082	1 192 513
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	299 969	361 488
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	33 217	40 076
	Salaires	464 238	506 707
	Cotisations sociales	142 309	177 324
	Dotations aux amortissements et dépréciations	12 075	16 684
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés	43 447	6 735
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	101	872
	Total des charges d'exploitation	995 357	1 109 887
	RESULTAT D'EXPLOITATION	92 726	82 626

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- Le règlement ANC N°2022-06 du 05 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N°2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général et règlement ANC N°2023-03 du 7 juillet 2023.
- Le dernier règlement en vigueur relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations et à l'ANC 2018-6

Changement de méthode comptable

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice ont été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

APPLICATION DU REGLEMENT ANC 2022-06 - INCIDENCES SUR LE RESULTAT D'EXPLOITATION

L'application du règlement ANC N°2022-06 constitue un changement de méthode comptable dont l'application à compter de l'exercice clos au 31/12/2025 a les impacts suivants :

Libellés des comptes	Incidence	Règlements ANC 2014-02	Règlements ANC 2002-06
Produits			
79100000 - Transfert de charges d'exploitation de personnel	102 506 euros	Produits d'exploitation	Produits d'exploitation (1)
77700000 - Quote-part de subvention d'investissement virée au compte de résultat		Produits exceptionnels	Produits d'exploitation (2)

(1) Disparition de la technique de transfert de charges dans l'ANC 2022-06 : les transferts de charges liés au personnel sont directement déduits des charges de personnel en 64900000.

(2) Disparition du compte exceptionnel 77700000 dans l'ANC 2022-06 : les quote-parts de subvention d'investissement sont désormais imputées dans le compte 74700000 en produits d'exploitation.

Les comptes de racine 743 à 745 ont été transférés dans les comptes suivants :

- Le compte 74500000 est transféré vers le compte 70821000
- Le compte 74800000 est transféré vers le compte 74744000

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les décisions suivantes ont été prises au niveau de la présentation des comptes annuels :

- immobilisations décomposables : l'entreprise n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,
- immobilisations non décomposables : bénéficiant des mesures de tolérance, l'entreprise a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Matériel et outillage	de 03 à 07 ans
Agencements, aménagements, installations	de 03 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 ans
Mobilier	de 03 à 07 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Immobilisations

		Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
		Augmentations		Diminutions		
		Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	1 464				1 464
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 464				1 464
CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencet aménagement					
	Instal technique, matériel outillage industriels					
	Instal., agencement, aménagement divers	25 392				25 392
	Matériel de transport					
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	68 576		19 253		87 829
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations grevées de droits					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	93 968		19 253		113 221	
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	9 793				9 793
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	9 793				9 793
TOTAL		105 224		19 253		124 477

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	1 464			1 464
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 464			1 464
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	3 839	2 677		6 516
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	56 873	9 398		66 271
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	60 712	12 075		72 787
TOTAL		62 176	12 075		74 251

Visé par Jean-Maurice MAJOU
 Commissaire aux Comptes

Créances et Dettes

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	9 793	9 793	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	30 392	30 392	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	160 073	160 073	
	Groupe et associés	159	159	
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	17 857	17 857	
TOTAL DES CREANCES		218 273	218 273	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1 an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	35 094	35 094		
	Personnel et comptes rattachés	55 583	55 583		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	82 285	82 285		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	818	818		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	189 229	189 229		
	Dettes représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	43 714	43 714		
TOTAL DES DETTES		406 724	406 724		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Variation des Fonds Propres

	Fonds propres clôture 31/12/2024	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2025
Règlement ANC 2022-06					
Fonds propres sans droit de reprise	250 236		33 216		283 452
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau		33 216	(33 216)		
Excédent ou déficit de l'exercice	33 216	(33 216)	92 062		92 062
Situation nette	283 452		92 062		375 513
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement					
Provisions réglementées	37 200				37 200
TOTAL	320 652		92 062		412 713

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré	250 236	33 216		283 452
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	33 216			33 216
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées	37 200			37 200
TOTAL	320 652	33 216		353 868

Visé par Jean-Maurice MA. OU
Commissaire aux Comptes

Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
Orange	6 020	6 020		
Précarité menstruelle	2 143	2 143	2 286	2 286
CRB2 - Conduite Supervisée	4 593	4 593		
AREFP			41 161	41 161
TOTAL	12 755	12 755	43 447	43 447

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Donations manuelles				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

Visé par Jean-Maurice MAJOU
 Commissaire aux Comptes

Produits à recevoir (avec détail)

Règlement ANC 2022-06	31/12/2025	31/12/2024	Variations	%
Créances rattachées à des participations				
Autres immobilisations financières				
Autres créances clients	2 240	1 266	974	76,94
Autres créances	160 073	91 678	68 394	74,60
TOTAL	162 313	92 944	69 368	74,63

Visé par Jean-Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes

Jean-Maurice MAJOU AUDIT

Société de Commissariat aux Comptes
inscrite à la Compagnie des Commissaires
aux Comptes de Rennes

4, rue du Coëdo
56550 LOCOAL-MENDON
Tél. : 02 97 24 52 12

Port. : 06 08 41 46 54
06 87 68 30 73

Fax : 02 97 24 52 67

E-mail : jean-maurice.majou@wanadoo.fr



ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES DE BRETAGNE

Rapport spécial du Commissaire aux Comptes

Comptes annuels

Exercices clos le 31 décembre 2025

24 avril 2026

Ce rapport contient 3 pages

ASSOCIATION REGIONALE DES MISSIONS LOCALES DE BRETAGNE

Siège social : Immeuble Le Colbert 31, place du Colombier 35 000 RENNES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES Comptes annuels – Exercice clos le 31 décembre 2025

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

CONVENTION SOUMISE A L'APPROBATION DE L'ASSEMBLEE GENERALE.

En application de l'article L 612-7 du Code de Commerce, nous avons été avisés de la convention suivante, mentionnée à l'article L 612-5 du Code de Commerce, qui s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

Personne concernée

- Madame Isabelle COLLET, Présidente de la mission locale de FOUGERES

Nature et objet

Mise à disposition, au cours de l'année 2025, d'un salarié de la mission locale de FOUGERES.

Modalités

Refacturation des salaires et des charges sociales concernant Monsieur GARNIER Antoine.
Le montant total concernant l'exercice 2025 s'élève à 10 484,26 €.

A Locoal-Mendon,
Le 24 avril 2026

***Pour la SAS Jean-Maurice MAJOU AUDIT,
Commissaire aux comptes***


**Jean Maurice MAJOU
Commissaire aux Comptes**